



Table-ronde nationale

Jordanie, 26 Avril 2017

Communiqué de presse

Table-ronde Nationale

Des conclusions ministérielles à l'élaboration de politiques d'égalité entre les sexes dans la région euro-méditerranéenne

26 avril 2017, Parlement jordanien

La table ronde nationale « Des conclusions ministérielles à l'élaboration des politiques d'égalité entre les sexes dans la région Euro-Méditerranée », organisée par l'Initiative féministe Euromed (IFE-EFI) en partenariat avec la Coalition des députés féminins des pays arabes pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, sous le patronage de son excellence M. Atef Tarawneh, le Président du Parlement du Royaume hachémite de Jordanie, a eu lieu le 26 avril 2017 au Parlement jordanien. Cet événement d'une journée a rassemblé des partenaires de la société civile, des parlementaires, des sénateurs, des représentants des ministères concernés, des experts et des universitaires qui ont discuté des recommandations politiques pour l'amélioration du statut de l'égalité entre les sexes, développées dans le cadre du projet « Plateforme régionale sur le genre », financé par l'Union européenne. Ce dialogue national fait partie du processus de préparation pour la 4^{ème} Conférence sur les droits de la femme de l'UpM, qui devrait se tenir en Egypte à l'automne de cette année.

Son excellence M. Mousa Maita, ministre des Affaires politiques et parlementaires, a ouvert la table ronde et a souligné l'engagement du gouvernement jordanien à soutenir les droits des femmes. Il a également souligné l'importance de l'abolition de l'article 308: « L'abolition de l'article 308 est très importante et indique le soutien jordanien aux droits des femmes ».

Son excellence M. Wajih Azaizeh, Ministre du développement social, a souligné les nombreuses réalisations nationales qui se sont produites en Jordanie en ce qui concerne les droits des femmes, comme le droit du travail flexible, le code pénal (suppression de l'article 308), les lois anti-trafic et la loi sur la protection de la violence familiale et il a ajouté : « Nous devrions nous concentrer davantage sur la prévention de la violence domestique et le résoudre avant qu'elle ne se produise ». Il a également insisté sur l'importance de l'autonomisation économique des femmes comme condition pour leur pleine participation et l'exercice de leurs droits.

Mme Wafa Bani Mustafa, présidente de la Coalition des femmes députées des pays arabes pour lutter contre la violence à l'encontre des femmes a parlé des deux principales réalisations nationales en Jordanie: « L'annulation de l'article 308 et l'amendement de l'article 98 sont considérées comme des réalisations réelles au niveau national. »



Table-ronde nationale

Son excellence M. Andrea Matteo Fontana, ambassadeur de l'Union européenne en Jordanie, a souligné l'engagement de l'Union européenne pour la participation des femmes et pour l'égalité des sexes: « L'inclusion des femmes dans l'élaboration de politiques était et continuera d'être une priorité principale pour l'Union européenne en Jordanie. »

Mme Borian Johnson, directrice exécutive de l'Initiative Féministe Euromed, a rappelé les jalons du processus de la société civile et le rôle important joué par la Jordanie dans le soutien de ce discours.

Son excellence M. Atef Tarawneh a mis l'accent sur le rôle du gouvernement jordanien dans l'autonomisation des femmes et leur participation. Il a rappelé que c'était la deuxième fois que le parlement réunissait les décideurs concernés et les représentants de la société civile pour discuter des conclusions ministérielles en préparation de la 4e réunion ministérielle de l'UpM. « En Jordanie, nous soutenons constamment les efforts des femmes pour parvenir aux plus hautes sphères de la prise de décisions. Avoir un dialogue autour des questions de femmes au parlement, en présence des deux parties : les décideurs et la société civile, est la preuve que la route est ouverte à la participation de tous les acteurs dans l'élaboration des politiques. »

Au cours de la première session, les orateurs ont présenté et discuté des recommandations politiques de la plateforme régionale de genre dans quatre domaines prioritaires identifiés comme tels:

- Mettre fin à la discrimination à l'égard des femmes et renforcer leur participation ;
- Réformer l'éducation, changer les stéréotypes de genre et les attitudes envers l'égalité des sexes ;
- Mettre fin à la violence contre les femmes, les guerres et l'occupation ;
- Assurer la liberté et l'action indépendante de la société civile et soutenir les organisations de défense des droits des femmes.

Après avoir écouté la discussion ouverte qui s'ensuit, Son Excellence la sénatrice Haifa Najar a exprimé sa reconnaissance pour toutes les remarques et commentaires. « Trouver de nouveaux partenariats et élargir les coalitions déjà existantes conduira à améliorer les possibilités de changement, » a-t-elle déclaré.

Au cours des sessions suivantes, des experts de la société civile, de la sphère politique et des ministères concernés ont discuté des moyens de transformer ces recommandations en actions concrètes. Mme Muna Rfou, Directrice de l'Unité du Genre du ministère de développement social, a parlé de l'écart qui demeure entre les législations et la mise en œuvre concrète en Jordanie: « Il est nécessaire de combler cette lacune pour obtenir de meilleurs résultats. »

Mme Nuha Zaidah, la secrétaire générale adjointe de la Commission nationale jordanienne des femmes, (JNCW) a souligné la nécessité d'institutionnaliser le processus de changement et a ajouté



Table-ronde nationale

que « l'étape entre l'adoption et la mise en œuvre des politiques nécessite le déploiement d'efforts intenses de la part d'organisations de la société civile et des décideurs. »

Mme Layla Hamarneh, Directrice des Programmes de l'Organisation des femmes Arabes, a salué le rôle de la plate-forme régionale de genre: « La plateforme est un levier pour les droits de l'homme en général et les droits des femmes en particulier ». Elle a également souligné la nécessité d'aligner les conventions internationales sur les législations nationales.

En fin de compte, les participants ont exprimé leur optimisme : la prochaine Conférence ministérielle de l'UpM tiendra compte de la plate-forme régionale de genre en tant qu' « outil efficace pour relever les droits des femmes en Jordanie et dans toute la région », comme l'a souligné Dr. Wafa Al Khadra, chercheuse à l'Université américaine de Madaba.